

Peter Brown

*Australian National University, Canberra
School of Language Studies*

MÉMOIRE ET IDENTITÉ NATIONALE : LA « GUERRE DES HISTOIRES » EN AUSTRALIE

En Australie, « jeune nation » et très vieux continent, la mémoire des *origines* reste un sujet sensible. Longtemps, le pays fondé par les Anglais comme baigne à la fin du XVIII^e siècle eut honte de son passé. Mais après avoir ressuscité cette mémoire refoulée (au point que le fait d'être descendant de bagnard devient une marque de fierté dans la période d'après-guerre), l'Australie passe sous silence son rapport à ses premiers habitants, les Aborigènes. La Constitution qui établit le nouvel État-nation en 1901 adopte la politique de « l'Australie blanche » (*White Australia policy*), cherchant à s'assurer que seuls les immigrés d'origine « caucasienne » seront admis au pays. Si cette politique prend fin dans les années 1970, avec la montée de la politique du « multiculturalisme », la question des relations avec les premiers habitants « noirs » du pays n'est pas réglée pour autant, loin s'en faut (Hughes, 1987).

Le 13 février 2008, lors de la première séance parlementaire du nouveau gouvernement, élu fin 2007, le Premier ministre, Kevin Rudd, a fait un geste extraordinaire en mettant la question de la mémoire sur le devant

de la scène nationale. Dans un discours « historique » télévisé en direct et projeté sur des écrans géants installés sur des places publiques à travers le pays, le Premier ministre a présenté ses excuses, au nom du Parlement et de la nation, aux peuples aborigènes pour les souffrances qu'ils ont dû subir, tout en souhaitant que le pays puisse « tourner la page » et ouvrir un nouveau chapitre de son histoire.

Cette présentation d'excuses ne concerne pas uniquement les gestes et faits du passé, mais aussi l'absence de mémoire dont l'Australie a été coupable. Dans son discours, Kevin Rudd a évoqué notamment « le silence » des dix dernières années, temps, selon lui, de dénégaration et de délai : « *As of today, the time for denial, the time for delay, has at last come to an end... Stories... cry out for an apology. Instead, from the nation's Parliament there has been a stony, stubborn and deafening silence for more than a decade.* »

Si en effet, le silence s'était imposé pendant le règne de son prédécesseur, John Howard (1996-2007) sur la question des « excuses », il y a eu en revanche beaucoup

de bruit produit par « la guerre des histoires » qui éclate dans le même temps. Cette guerre concerne justement toute la question des relations entre indigènes et colons depuis le début de la colonisation britannique en 1788. Il y va donc de l'identité nationale, de l'avenir du pays, ainsi que de son passé, enjeux qui se traduisent enfin par le débat sur l'enseignement de l'histoire, débat entamé surtout par ceux qui souhaitent voir le système éducatif transmettre aux nouvelles générations un « récit plus structuré » sur la mémoire du pays. Mais de quelle mémoire s'agit-il là ? Comment s'est construite cette guerre des histoires ? Quels en sont les protagonistes et les enjeux ? D'où viennent ces questions ?

Un long processus d'exhumation

C'est un référendum qui, en 1967, se prononce pour la première fois en faveur d'un changement de la Constitution australienne pour accorder le statut de « citoyen » aux peuples indigènes jusque-là confinés dans un vide juridique de « non-personne ». Cet événement déclenche une série de réformes touchant la situation des premiers Australiens dont on ne cesse de faire reculer dans le temps les origines, les techniques du carbone 14 finissant par remonter celles-ci jusqu'à plus de 40 000 ans. En effet, Kevin Rudd a commencé son discours du 13 février 2008 en évoquant les Aborigènes comme porteurs de l'une des cultures les plus anciennes de la planète.

Dans les années 1960 et 1970, période de grande contestation, certains historiens commencent à interroger le « grand silence » qui entoure le passé des rapports entre colons et indigènes, en même temps que des revendications foncières se font sentir chez les Aborigènes. Une nouvelle génération d'historiens fouille alors le passé pour relever conflits et massacres et rappeler une mémoire oubliée.

Certes, cette évolution des choses ne fait pas l'unanimité chez tout le monde. Des historiens conservateurs bien connus, comme Geoffrey Blainey, se plaignent de ce que celui-ci appelle un « *black armband view of history* » (Blainey, 1993), c'est-à-dire une vision « brassard noir de deuil », selon laquelle les Blancs de nos jours devraient porter le deuil des mésaventures du passé y compris la responsabilité des péchés de leurs aïeux. Ainsi, Blainey (1993) estime : « *The teaching of history is too often done in a negative way.* »

Mais pendant les années 1970-1990 le retour de la mémoire semble l'emporter, ce qui amène à reconnaître l'importance du projet de réconciliation entre Noirs et Blancs. Le début des années 1990 est ainsi marqué par une série de décisions prises par le gouvernement : en 1990 se crée la Commission des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres (ATSIC) – qui sera dissoute en 2004 – et l'année suivante est établi le Conseil sur la réconciliation (avec les peuples aborigènes).

De son côté, la *High Court*, Cour suprême en Australie en matière constitutionnelle, prononce, fin 1992, la décision « Mabo » qui rend caduque, pour la première fois dans l'histoire moderne du pays, la notion de l'Australie précoloniale comme *terra nullius*, ouvrant ainsi la voie à certaines revendications foncières, du moins concernant les terres appartenant à l'État. C'est-à-dire qu'après avoir accepté en 1967 que les Aborigènes existent dorénavant comme citoyens à part entière dans le présent, l'Australie restaure la mémoire de leur existence dans le passé. Fin 1996, cette même Haute Cour de justice va plus loin en prenant la décision « Wik » qui reconnaît certains droits aborigènes sur des terres anciennes qui avaient été expropriées avant de devenir privées et détenues par des fermiers blancs.

Cette même année 1996, les conservateurs remportent les élections législatives, et le nouveau Premier ministre, John Howard, nostalgique d'une autre époque où les « valeurs australiennes » étaient plus sûres, fait de

son mieux pour faire annuler les effets de ces décisions. Sur fond de populisme et de montée du parti ultranationaliste *One Nation* (parti anti-immigration qui critique également les « privilèges » accordés aux Aborigènes), l'histoire, c'est-à-dire la mémoire, devient un sujet très politisé.

Or, il se trouve que l'année suivante la mémoire occultée rebondit avec une force inattendue quand Sir Ronald Wilson, ancien juge de la *High Court*, publie son rapport accablant sur les « générations volées ». Commandé par le gouvernement du Premier ministre Paul Keating (1991-1996), ce rapport condamne la politique d'assimilation forcée des Aborigènes dans les années 1900-1970 en accusant l'Australie d'avoir engagé une politique de « génocide ». Cette politique concernait surtout de jeunes Aborigènes métis, sur fond de darwinisme social tardif selon lequel les « naturels purs » allaient vers leur disparition pure et simple devant les forces du progrès et la loi du plus fort. Cette politique visait donc à supprimer toute trace de la nature, risquant d'être récupérée dans le sang et la culture des Blancs. Il s'agissait pour la plupart d'enfants métis enlevés à leur famille, et dont le côté aborigène était censé disparaître de la peau comme de la mémoire au fil du temps.

Ce rapport est un véritable pavé dans la mare. En l'espace de quelques années, des historiens ainsi que des commentateurs de tous bords se lancent à la chasse à la mémoire. L'exemple le plus frappant et le plus médiatisé est celui de Kevin Windschuttle qui en 2002 publie un livre qui remet en cause ce qu'il appelle l'« orthodoxie » des trente années précédentes concernant les massacres assumés des Aborigènes en Tasmanie, île au sud de la grande terre continentale. Dans *Australian History Fabrication*, il s'essaie à démanteler cette prétendue orthodoxie en mettant en cause le récit du « conflit frontalier » et le décompte des morts qui en résultaient. Il met surtout en cause toute idée d'une politique officielle d'extermination.

Guerre des mémoires vs Guerre des histoires

La guerre des mémoires, dite « guerre des histoires » (*history wars*), éclate et, en 2002-2004, des livres se succèdent, les uns après les autres, pour ou contre la thèse de Windschuttle. Dans cette « guerre », il s'agit d'une part d'un débat de spécialistes concernant la méthodologie à adopter pour traiter les notes et références : qui cite ou ne cite pas qui ; qui plagie ou ne plagie pas qui ; qui détourne le sens des propos de qui... Toute une série d'attaques et de contre-attaques, voire d'autocritiques engagées après reconnaissance des péchés d'omission... Mais, d'autre part, il s'agit de questions qui vont au cœur de l'identité australienne, d'où le fait que cette « guerre » entre dans l'espace public et devient un phénomène de société.

Témoin, le discours prononcé par l'ancien Premier ministre Paul Keating qui a lancé en 2003 le livre de Stuart Macintyre, *The History Wars*. Paul Keating y projette la question de la mémoire sur le rapport à la terre, à l'identité et à la géopolitique : « *The Australian story, for it to be a record of continuing successes, has to come to terms with our expropriation of the land, our ambivalence about who we are and our place in the new geopolitical make-up of the region... Who are we?... How do we make everyone feel, as though they belong, that the place truly is for all of us ?* »

Dans le même temps, une institution parmi les plus sensibles, le *National Museum of Australia*, intervient dans cette guerre des histoires. Ce musée, inauguré début 2001 – cent ans tout juste après la création de l'Australie comme nation – est bâti au bord du lac Burley Griffin, au cœur de la capitale planifiée, Canberra, et face au Parlement. La forme du Musée national ressemble à un boomerang – le retour du refoulé ? – et c'est d'ailleurs une Aborigène, Dawn Casey, qui en est nommée première directrice. Mais

malgré le succès plus grand que prévu de ce musée (deux millions de visiteurs en deux ans), la vision de l'histoire qu'il présente ne plaît pas à tout le monde et notamment pas au gouvernement qui accuse le Musée national d'avoir oublié les « aspects positifs » de la colonisation et de ne pas être justement assez « national » dans son orientation.

L'histoire mouvementée de ce musée entre donc de plein fouet dans le débat sur les guerres de l'histoire, d'autant plus que, aux termes de sa charte, le musée a une mission pédagogique, « *to educate and excite* ». Ainsi reçoit-il la visite des écoliers du pays entier qui se déplacent dans le cadre de leurs études de « Société et environnement », cursus qui englobe la discipline « histoire ». Ce n'est donc pas par hasard si Keith Windschuttle, celui-là même qui a lancé la guerre des histoires, soit celui qui attaque le Musée national comme une « aberration ». Pour Keith Windschuttle, ce musée « *is a profound intellectual mistake... a repository of nothing more than the intellectual poverty of the tertiary-educated middle class of the post-Vietnam War era* » (Windschuttle, 2001).

Face à la guerre des histoires, le Musée national d'Australie, tout comme d'autres institutions, telle la chaîne de radio-télévision publique, *Australian Broadcasting Corporation*, est taxé de préjugés. Le président du conseil d'administration du musée, John Carroll, quant à lui, professeur de sociologie et spécialiste de la question de l'identité australienne, pense qu'il faut remettre les pendules à l'heure en fabriquant certains « grands récits » pour promouvoir l'image héroïque de la civilisation européenne. Il annonce cette vision dans son *Alfred Deakin Lecture* intitulée « The Blessed Country : Australian Dreaming 1901-2001 », où il fait un rapprochement entre le célèbre joueur de cricket, Sir Donald Bradman, et les soldats-héros australiens de la Grande Guerre censés rappeler les protagonistes de *L'Iliade* d'Homère (Carroll, 2001).

On retrouve la même optique dans son livre sur la « décadence » de l'Occident, *The Western Dreaming : the Western World is Dying for Want of a Story*, livre dans lequel il déclare : « *A number of exemplary individuals, groups and institutions can soak up our admiration, especially in the period after European settlement.* » Cette vision des choses fait ainsi écho aux propos tenus en 1999 par John Howard qui propose un nouveau préambule de la Constitution qui proclamerait : « *Australians are free to be proud of their country and heritage.* »

En 2003, le gouvernement annonce une réévaluation anticipée du musée, car il estime que certains aspects de sa présentation ne sont pas bien « équilibrés ». Pourtant, alors que les critiques adressées au musée portent surtout sur la question des précisions historiques, il faut constater qu'aucun historien ne fait partie du comité d'évaluation ni du conseil d'administration. N'empêche, la directrice est mise à l'écart fin 2003, sans réelle explication, et elle est remplacée par un bureaucrate du ministère. Quelques semaines auparavant, en septembre 2003, le Premier ministre John Howard avait crié victoire dans les « guerres culturelles » qui sévissaient alors au sujet du traitement des Aborigènes en proclamant avec fierté : « *People no longer ask for an apology.* »

Dans cette ambiance, ce n'est donc pas par hasard si, lors de son discours prononcé le jour de la fête nationale, le 26 janvier 2006, le Premier ministre annonce son projet de refonte radicale de l'enseignement de l'histoire dans le système éducatif : « *I believe that the time has come for root and branch renewal of the teaching of Australian history in our schools, both in terms of the numbers learning it and the way it is taught... Too often it is taught without any sense of structured narrative, replaced by a fragmented view of themes and issues.* » Il convoque alors un « Sommet d'histoire » qui, le 17 août 2006, réunira une vingtaine de spécialistes et de

représentants de la société civile pour débattre de la manière dont on devrait présenter l'histoire aux jeunes Australiens. Là encore, curieusement, les professeurs d'histoire les plus concernés, ceux de l'enseignement secondaire, brillent par leur absence (ils ne sont que 3 sur les 23 délégués participant au Sommet).

Une renaissance...

En juillet 2006, la ministre de l'Éducation nationale, Julie Bishop, appelle de ses vœux une « renaissance » dans l'enseignement de l'histoire, taxant l'approche actuelle de parti pris idéologique et de manque d'objectivité : « *Too much political bias and too few pivotal dates and facts being taught... History is not peace studies. History is not social justice awareness week. History is history, and shouldn't be a political science course by another name.* ». Au-delà du positivisme affiché, la ministre articule, comme d'autres, le besoin qu'elle ressent de retrouver une certaine mémoire. Enfin, à la veille du Sommet, elle affirme qu'il est grand temps de réintroduire un « récit structuré ». Ses propos sont renforcés le lendemain par le Premier ministre qui ouvre le Sommet en personne et appelle de ses vœux « *a more disciplined approach to Australian history teaching in schools* ».

Le Sommet va beaucoup plus loin que de s'occuper de questions scolaires et méthodologiques. Il décide d'adopter une approche nationale de l'histoire, qui annonce implicitement ainsi la fin de la compétence unique des États dans le domaine de l'éducation secondaire. Car dans le cadre des dispositions constitutionnelles qui régissent les relations entre les États et le gouvernement fédéral en Australie, l'éducation primaire et secondaire relèvent de la compétence des États. L'orientation annoncée par le Sommet implique donc une restructuration des rapports entre les niveaux de

pouvoir dans le système fédéral, et notamment une centralisation de la mémoire du pays.

Il en sort un « Guide » qui est censé être la base d'un nouveau cursus où « un récit plus structuré » de l'histoire remplacerait les « thèmes et questions » qui relèvent de la filière *Societies and Environment* dans laquelle se fondait la matière « histoire » pour beaucoup d'étudiants depuis vingt ans. En revanche, le Sommet ne répond pas à la question de savoir s'il y aura un récit globalisant unique (dont le bilan serait globalement positif) ou bien des récits « structurés » concurrentiels. Et alors qu'il recommande que l'enseignement de l'histoire (entendue comme histoire australienne) soit rendu obligatoire dans les deux années 9 et 10 du secondaire (étudiants âgés de quinze et seize ans), le Sommet ne se prononce pas non plus sur la question d'un examen national en fin de scolarité.

Si l'on cherchait la preuve que cette guerre des histoires constitue un enjeu qui dépasse très largement le cadre restreint des débats entre historiens professionnels à propos du nombre d'Aborigènes tués dans des conflits au XIX^e siècle, il ne faudrait pas aller plus loin que la nouvelle mémoire nationale de la Grande Guerre. Il s'agit notamment de la légende du sacrifice fait par les soldats australiens en avril 1915, lors de la tentative d'invasion de l'Empire ottoman dans la péninsule de Gallipoli (Dardanelles), campagne désastreuse placée sous commandement britannique. Ce sacrifice a été transformé dans la mémoire australienne en un acte fondateur de la nouvelle nation avec des valeurs telles que la camaraderie (*mateship*), très précieuses dans les moments graves et difficiles. ANZAC Day (25 avril), la journée qui commémore cette bataille de la Grande Guerre et qui est plus solennelle dans l'esprit des Australiens que la fête nationale (*Australia Day* fêtant, pour sa part, la colonisation du pays par les Anglais en 1788), a fait un grand retour ces dernières années après être tombé quelque peu en désuétude dans les années 1960 et 1970.

Gallipoli est devenu un lieu culte pour une nouvelle génération de jeunes Australiens qui prennent le chemin de cet endroit reculé de la Turquie par milliers, chaque année. Le service religieux qui s'y déroule est retransmis en direct par la télévision australienne et bat des records d'audimat. Cette évolution des choses atteint un point où le site de Gallipoli est dorénavant considéré comme « une parcelle de terre australienne » et, à ce titre, entre donc en concurrence avec d'autres mémoires, notamment celle des Turcs eux-mêmes dont le fondateur de la nation, Kemal Atatürk, fut un héros de la victoire obtenue face à la tentative d'invasion des Alliés en 1915.

D'autres lieux de mémoire apparaissent encore, et notamment le front occidental où 45 000 Australiens sont morts. Dans le seul village de Villers-Bretonneux (« l'Australie en Picardie » selon la légende du village qui se présente sur fond d'image de kangourou) 11 000 soldats australiens ont péri. Lors du 90^e anniversaire de la libération de Villers-Bretonneux, le 25 avril 2008, le ministre australien des Anciens Combattants s'y est rendu pour participer au premier office religieux du matin. Quatre mille autres Australiens font le même chemin, de sorte que le ministre laisse entendre qu'il y aura dorénavant un office solennel annuel pour fêter la mémoire de ces soldats méconnus et inconnus.

La mémoire retrouvée fait figure de boîte de Pandore. Car une autre concurrence au front occidental s'annonce aussi, liée à un autre site de guerre, plus proche dans le temps comme dans l'espace. Il s'agit du Kokoda Track, sentier qui est le site d'une bataille sanglante légendaire entre Australiens et Japonais en Papouasie - Nouvelle-Guinée (alors Territoire australien de Nouvelle-Guinée) entre juillet 1942 et janvier 1943. Ce site fut promu par le Premier ministre

précédent, Paul Keating (1991-1996), qui voulait l'ériger en monument national. Pour lui, républicain convaincu de descendance irlandaise, Kokoda représente le courage de la nation qui, affranchie ou abandonnée par les Anglais, se défend elle-même et s'oriente vers une nouvelle destinée, tournée vers sa propre région, dans la foulée de la Seconde Guerre mondiale.

Mais dans le contexte de la guerre des histoires, un débat peut en cacher un autre, en l'occurrence celui entre historiens concernant le vrai statut de cette bataille : soit bataille décisive, fondamentale, pour sauver l'Australie contre l'invasion ; soit « diversion » dans la guerre du Pacifique qui sera en fait gagnée ailleurs. Et, curieuse coïncidence, à l'instar du cas de Gallipoli, une guerre des mémoires entre Australiens et autochtones se déroule également pour décider qui va contrôler la terre en question : dans le cas de la Papouasie - Nouvelle-Guinée, il s'agit d'une exploitation minière le long du Kokoda Track que l'Australie souhaite garder comme site « sacré »...

Comment expliquer tout ce déferlement de débats lancé par les guerres des histoires concernant le décompte des cadavres – des dizaines, des centaines, des milliers ? – dans les conflits entre Blancs et Aborigènes au XIX^e siècle ? Il faut constater que les Aborigènes ne représentent que 2 % de la population de l'Australie contemporaine, et toute revendication foncière qui résulterait d'une plus grande reconnaissance des méfaits du passé serait en tout état de cause très limitée. Il faut penser que le vrai débat est ailleurs. Au-delà des questions techniques relevées par les historiens, c'est manifestement toute la question de l'identité nationale qui est en jeu. L'enjeu de la mémoire est donc de taille : déterminer la mémoire que le pays aura du passé, c'est aussi déterminer l'avenir. Et cela s'appelle à la fois l'histoire et la politique.